



Document de travail N°004 Septembre 2018

RAPPORT 2018 D'ÉVALUATION DE LA TRANSPARENCE DANS LA REDD+ AU CAMEROUN

Expérience de l'accès à
l'information dans la phase
de préparation



DOCUMENT DE TRAVAIL N°004

© 2017. Forêts et Développement Rural (FODER) et Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et Développement Durable du Cameroun (MINEPDED)

Photos: ©FODER, 2017

Mise en forme par : Germain FOTIÉ
672172222 / kingfotie@gmail.com

Photo de couverture : FODER

Citer ce document :

Kengoum F. 2018 Rapport d'évaluation 2018 d'évaluation de la transparence dans la REDD+ au Cameroun : Expérience de l'accès à l'information dans la phase de préparation. FODER Yaoundé, Cameroun.

Avec la contribution de :

Laurence **Wete Soh**, FODER
Christiane **Zebaze Hellow**, FODER

Toutes les opinions exprimées dans cette publication sont ceux des auteurs. Ils ne représentent pas nécessairement les points de vue de FODER, ni ceux des bailleurs et partenaires techniques et financiers, ni ceux des relecteurs du document.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles et abréviations	4
Résumé	5
1. INTRODUCTION	6
2. METHODOLOGIE	7
1. Analyse des options en vue de garantir la transparence dans le processus d'élaboration de la stratégie nationale	7
2. Comparaison des options en matière de transparence dans le R-PP et dans la Stratégie nationale REDD+	7
3. Atelier méthodologique multi parties prenantes	8
3. RESULTATS DE L'ETUDE	8
1. La communication comme instrument de transparence de la phase de préparation à la REDD+	8
2. La mise en œuvre des orientations Web et réseaux sociaux de la stratégie de communication	8
3. La publication des informations en lien au processus national	9
4. La transparence dans le texte de la stratégie nationale REDD+	10
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	11
5. ANNEXES	13
Annexe 1 : Liste non exhaustive des études menées pendant la phase de préparation à la REDD+	12
Annexe 2 : Liste potentielle des informations (Catégories et sous-catégories) sur la phase de préparation à la REDD+ à rendre publique	15

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CCNUCC	Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CED	Centre pour l'environnement et le développement
CGES	Cadre de gestion environnemental et social
CLIP	Consentement libre, informé et préalable
COMIFAC	Commission des forêts d'Afrique centrale
COP	Conférence des parties à la CCNUCC
CPPA	Cadre de participation des peuples autochtones
CPR	Cadre de politique de réinstallation
FCPF	Fonds de partenariat pour le carbone forestier
FODER	Forêts et développement rural
GIZ	Coopération technique allemande
MINEPDED	Ministère de l'environnement, protection de la nature et du développement durable
MINFOF	Ministère des forêts et de la faune
PNDP	Programme national de développement participatif
REDD+	Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation, Gestion durable, conservation des forêts et Augmentation des stocks de Carbone
R-PP	Readiness Preparation Proposal
SN	Stratégie nationale
STREDD+	Secrétariat Technique REDD+
TAP	Technical advisory panel (Groupe consultatif technique)
UE	Union Européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
WWF	Fonds mondial pour la nature

RÉSUMÉ

Le Cameroun est engagé dans le processus de Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation, Gestion durable, conservation des forêts et Augmentation des stocks de Carbone (REDD+). La mise en place de cet instrument de lutte contre le changement climatique au niveau national des pays forestiers tropicaux se déroule en trois phases. Une première dite de préparation, une deuxième d'investissements, et une troisième de paiements basés sur les résultats. La première phase que le Cameroun a officiellement achevée le 07 Juin 2018, est couronnée par la validation d'une stratégie nationale REDD+ élaborée à travers un processus impliquant toutes les parties prenantes nationales. La qualité de la participation dans cette phase était tributaire de la qualité de l'accès à l'information d'une part, mais également de la prise en compte de cette dimension dans le texte final de la stratégie nationale REDD+.

L'étude objet du présent rapport avait pour objectif d'évaluer la transparence dans la phase de préparation de la stratégie nationale REDD+ sur la base de l'expérience de l'accès à l'information. Il est clairement apparu que la phase de préparation à la REDD+ a été initiée avec l'objectif d'identifier les options de mise en œuvre de la REDD+, y compris en matière de transparence, et plus spécifiquement d'accès à l'information pour les parties prenantes. Mais il était impératif, dans le même temps, de garantir cet accès à l'information pour tous pendant cette phase. L'instrument de communication mis en place et déployé entre 2016 et 2018 est la stratégie de communication et son plan opérationnel.

Il ressort de l'évaluation du processus que la transparence dans la phase de préparation à la REDD+ au Cameroun a été principalement assise sur l'instrument de communication. Ainsi, la mise en œuvre du plan opérationnel de communication a privilégié ses orientations Web et réseaux sociaux,

lesquels offrent la structure permanente à partir de laquelle une évaluation physique et contradictoire de l'accès à l'information dans REDD+ peut être réalisée. Pourtant, il ressort que la collaboration avec les médias en ligne existants, la création des pages tweeter, Instagram et WhatsApp n'a pas été effectif. Seuls la page Facebook et le site internet ont été effectivement créés. Le site internet n'est pas fonctionnel au moment de la collecte des données de cette étude ; et la page Facebook n'est pas régulièrement entretenue relativement aux activités en lien à la REDD+ au Cameroun.

La publication des informations demeure très faible dans cette phase de la REDD+ au Cameroun, le plus souvent limitée à des listes de mails. Un ensemble d'études ont été menées dans le processus de recherche des meilleures options pour la REDD+. Elles ont généré une masse importante d'informations utiles aux acteurs pour leur implication dans la REDD+. De même, de nombreux documents relatifs au processus national existent qui permettent de comprendre les dynamiques qui ont abouties à la stratégie nationale. Pourtant, ces informations et autres documents ne sont pas disponibles sur une plateforme permanente librement accessible pour tous. Cette étude propose un ensemble de solutions aux problèmes de l'accès à l'information dans REDD+. Il s'agit notamment de la mise en service du site internet du secrétariat technique REDD+ ; la publication d'une liste proposée d'informations et autres documents de la phase de préparation sur ledit site internet, ainsi que sur celui du MINEPDED ; l'élaboration participative d'une liste d'informations à rendre publiques pour les phases d'investissement et de paiements basées sur les résultats ; le besoin de formaliser le droit d'accès à l'information acquis dans le texte de la stratégie nationale REDD+.

I INTRODUCTION

Le Cameroun est engagé dans le processus de réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière (REDD+), comme instrument de lutte contre le changement climatique de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). La REDD+ est un mécanisme dont la mise en place se fait en trois phases. Une première dite « phase de préparation » qui est un processus national pendant lequel le pays propose un document de projet, le « Readiness Preparation Proposal » (R-PP), dont le déploiement aboutit à la formulation d'une stratégie nationale REDD+ dont le document a été validé par le Cameroun en Juin 2018. La deuxième est celle qualifiée de « phase d'investissement », pendant laquelle les projets dits REDD+ sont mis en place. La troisième et dernière, contiguë à la deuxième, est la phase de « paiements basés sur les performances ». Durant cette dernière phase, les activités/projets de réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière reçoivent les compensations financières à la suite d'une évaluation des efforts de réduction des émissions ou d'amélioration des stocks de carbone, eu égard à un scénario de base d'émissions ou d'absorptions préalablement défini.

La gouvernance de la REDD+ est essentielle à sa réussite, en raison notamment de la diversité des secteurs de développement impliqués, des réformes du cadre réglementaire qu'elle suggère, mais également de la pluralité des parties prenantes à prendre en compte dans la mise en place du cadre stratégique, et la mise en œuvre des pro-



jets et initiatives REDD+ aux échelles nationales et locales.

Un ensemble de standards sociaux, environnementaux et de gouvernance s'inscrit dans le processus. La transparence compte parmi ceux-ci. Le choix a été de s'intéresser à la façon dont cette dernière a été prise en compte dans la phase de préparation de la REDD+ au Cameroun. Dès lors, s'intéresser à la question de la transparence au niveau actuel de développement de la REDD+ au Cameroun revient à soulever trois questions : comment le processus de formulation de la stratégie nationale REDD+ a-t-il pris en compte la condition de transparence ? Comment la transparence est-elle envisagée dans le texte de la stratégie nationale REDD+ ? Quelles sont les implications pour la transparence dans la REDD+ au Cameroun ?.

L'approche retenue pour apprécier le niveau de prise en compte du principe de transparence dans la phase de préparation de la REDD+ au Cameroun peut être déclinée comme suit :

1. Analyse des options en vue de garantir la transparence dans le processus d'élaboration de la stratégie nationale

Les dites options sont contenues dans le document R-PP. Elles se résument dans l'idée que « *le processus participatif permettra de garantir la transparence dans les processus de décision* » (R-PP page 22), et qu'il faudra « *Mettre des informations à la disposition des parties prenantes clés afin qu'elles participent efficacement au montage de la stratégie REDD+ au Cameroun* » (R-PP, Annexe1C). A ce titre, il a été prévu de mettre en place un cadre permanent de diffusion d'informations qui a fait l'objet d'une stratégie incluant un plan de communication validé en Juin 2016. Plusieurs canaux étaient prévus. Dans l'orientation médias traditionnels, les canaux prévus étaient la radio, la télévision et la presse écrite. D'agissant de l'orientation Web et réseaux sociaux, il était prévu la création d'un site internet dédié aux activités REDD+, la collaboration avec les médias en ligne existant et la création de pages Facebook, tweeter, Instagram et un groupe WhatsApp. Enfin, l'orientation hors média prévoyait l'affichage en zone urbaine et sur les axes routiers.

Sans nier l'importance éventuelle de leur mise en œuvre, l'étude ne s'est pas intéressée aux orientations médias traditionnels et hors média, en raison de la difficulté de leur traçabilité dans le temps. L'option retenue a été de s'intéresser à la façon dont les orientations Web et réseaux sociaux ont été mobilisés pour la communication sur la phase de préparation à la REDD+ au Cameroun. Celles-ci sont plus durables dans le temps, et peuvent faire l'objet d'une évaluation de l'expérience de l'accès à l'information en raison de l'inscription dans la durée des informations qui y sont publiées. La démarche a été, à partir de leur consultation en ligne, de répondre aux questions de savoir si ces outils d'informations prévus ont été effectivement mis en place, et quel est le niveau de publication des informations au moment de l'étude.

Enfin, une troisième approche mobilisée a consisté en la consultation des sites internet du Ministère de l'environnement, protection de la nature et du développement durable (MINEPDED), du Secrétariat technique REDD+ (STREDD+) et du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF). L'objectif était d'apprécier l'existence, la disponibilité et l'accessibilité des informations relatives à la phase de préparation.

2. comparaison de l'organisation d'Comparaison des options en matière de transparence dans le

R-PP et dans la Stratégie nationale REDD+.

L'objectif ici a été d'apprécier les évolutions éventuelles qui ont pu intervenir dans la recherche des meilleures options possibles de transparence pour le mécanisme REDD+ au Cameroun pendant le processus de formulation de la stratégie nationale REDD+ d'une part, et d'en analyser le contenu pour formuler des recommandations pour leur mise en œuvre efficace d'autre part.

3. Atelier méthodologique multi parties prenantes

Il s'agit d'un Atelier tenu à Kribi du 03 au 04 juillet 2018 et regroupant toutes les catégories de parties prenantes au processus REDD+. Il avait pour objectifs d'une part de partager la méthodologie et les résultats préliminaires de l'évaluation de la transparence dans le secteur forêt et environnement au Cameroun, et, d'autre part de permettre aux parties prenantes d'échanger et mener des réflexions pour enrichir l'étude et contribuer au renforcement de la transparence dans le secteur forêts - environnement. L'atelier a abouti à la proposition et la validation d'un plan d'action pour la transparence dans le processus REDD+ au Cameroun.

III RESULTATS DE L'ETUDE

1. La communication comme instrument de transparence de la phase de préparation à la REDD+

Il ressort de l'analyse des termes du R-PP que la communication est l'instrument mis au service de la transparence dans la REDD+. Le R-PP dispose, s'agissant des outils de communications, que ces derniers « seront diffusés et mis à la disposition de toutes les parties prenantes à travers différents canaux de communication pour un processus REDD+ transparent » (p.27).

En effet, le plan opérationnel des activités de la stratégie nationale de communication sur la REDD+ au Cameroun est adossée aux structures existantes du MINEPDED, notamment la cellule de

communication ; la sous-direction de la sensibilisation, information et documentation et ses services régionaux.

2. La mise en œuvre des orientations Web et réseaux sociaux de la stratégie de communication

a. Création d'un site internet dédié aux activités REDD+

Un site Web dédié à la REDD+ au Cameroun est effectivement créé sous le lien <http://www.reddcameroun.cm>. Ledit site internet coexiste avec un autre auquel on peut accéder par le lien <http://www.reddcameroun.cm/public/home.php?action=actualite>. Toutefois, bien qu'accessibles, aucun des deux sites n'est en activité sur la période de l'étude.

Aucune information n'y est postée et aucune mention ne fait état de ce que les deux sites sont en construction, ou auraient éventuellement des soucis particuliers de fonctionnement au moment de l'étude.

b. Collaboration avec les médias en ligne existants

La collaboration avec les médias en ligne existants est difficilement traçable. En effet, aucune mention permettant d'accéder aux divers sites internet autres que ceux créés au titre de la REDD+ au Cameroun n'est faite. Aucun lien d'accès au site du Forest Carbon Partnership Facility (FCPF) (<https://www.forestcarbonpartnership.org/cameroon>) qui comporte tous les documents de référence relatifs à l'avancement du processus REDD+ au Cameroun, n'est visible ni sur le site internet du MINEPDED, ni sur celui du MINFOF, ni même sur le site créé du secrétariat technique REDD+ du Cameroun. Il en va de même de la page dédiée au Cameroun sur le site internet de la CCNUCC et des autres conventions en lien à la REDD+.

c. Création de pages Facebook, Tweeter, Instagram et un compte WhatsApp

Une page Facebook intitulée « Secrétariat technique REDD+ Cameroun » est disponible en ligne sous le lien https://www.facebook.com/secretariattechniqueredd.cameroun.9?ref=br_rs https://www.facebook.com/secretariattechniqueredd.cameroun.9?ref=br_rs. La page est effectivement accessible en ligne et fonctionnelle. Toutefois, au moment de la collecte des données sur la période du 08 Mai au 08 Juin 2018, les dernières informations publiées sur ladite page datent du 19 mars 2018, soit 3 mois plus tôt, et annoncent le début des consultations des parties prenantes sur la stratégie nationale. Plus rien n'est dit à ce

sujet après cette date. De même, avant le mois de mars 2018, la dernière information publiée sur la page Facebook remonte au 15 Novembre 2017 à la suite de la participation du Ministre de l'environnement à la COP 23.

Les comptes Tweeter, Instagram et WhatsApp ne sont pas disponibles pour tous

3. La publication des informations en lien au processus national

De nombreux documents ont été produits dans la phase de préparation de la REDD+ au Cameroun (voir annexe 1). On totalise près d'une dizaine d'études qui ont été réalisées afin d'asseoir les scénarii de référence ainsi que les options stratégiques de la Stratégie nationale. A ceux-ci on peut associer divers plans, stratégies et conventions. Les versions finales de ces études ne sont pas regroupées/centralisées, ne sont pas disponibles et libres d'accès aux parties prenantes de la REDD+ dans le pays au moment de cette étude. Les diverses parties prenantes ne savent pas clairement comment accéder à ces documents en l'absence de procédures spécifiques y afférentes, dans un contexte marqué par la fin imminente du mandat du programme d'appui au secrétariat technique REDD+.

Les documents en lien au processus national sont publiés sur le site internet du FCPF. Toutefois, cette publication ne fait pas partie de la stratégie nationale de communication sur la REDD+. Elle est plutôt inscrite dans la stratégie de communication du FCPF.

Le tableau de l'annexe 1 présente une liste non exhaustive de travaux qui contiennent des informations générées pendant la phase de préparation à la

REDD+. Leur existence et accessibilité libre pour le public est également évaluée. Il ressort en effet de ce tableau que les différents documents publiés à l'occasion de la phase de préparation à la REDD+ sont pour la totalité disponibles. Pourtant ils restent tous inaccessibles parce qu'ils ne sont pas publiés et tout acteur qui en éprouve le besoin ne dispose pas des informations sur le lieu où il peut y accéder librement. Pour accéder à l'essentiel de ces documents, il faut se rapprocher soit du consultant qui l'a élaboré, soit de l'organisation qui a commandité l'étude. Globalement ils ne font pas l'objet d'une stratégie de diffusion auprès des acteurs, ni de conservation dans la perspective de garantir l'accès à l'information.

Au-delà de ces travaux, l'étude propose en annexe 2, une liste d'informations générées dans la phase de préparation, qui ne sont pas systématiquement rendues publiques et qui devraient l'être.

4. La transparence dans le texte de la stratégie nationale REDD+

La stratégie nationale REDD+ validée au mois de Juin 2018 pose les options de transparence pour les phases d'investissement et de performance de la REDD+ au Cameroun. Elle fait de la transparence un droit pour les parties prenantes et une condition pour l'efficacité dans REDD+ à partir de quatre dimensions :

La gestion des fonds de la REDD+, pour en garantir la transparence

La gestion du registre national REDD+, dans le but d'assurer l'adéquation des résultats eu égard aux activités REDD+

La nature, et la propriété sur les actifs REDD+, afin de garantir la crédibilité

des paiements basés sur la performance.

L'information préalable des communautés locales et peuples autochtones avant la mise en œuvre de tout projet REDD+ ayant un impact sur eux et leur environnement.

Les mécanismes de la stratégie nationale pour garantir la transparence dans le mécanisme REDD+ sont :

L'accès à l'information par la publication de l'information

L'accès à l'information comme un droit spécifique des parties prenantes à l'occasion de la mise en œuvre du mécanisme REDD+

La performance du droit d'accès à l'information sera évaluée sur trois dimensions :

La disponibilité de l'information : Elle suppose que l'information, existe, qu'elle est accessible pour tous ceux qui peuvent en justifier l'intérêt pour la gouvernance de la REDD+ au moment de la demande, et que les conditions d'accès sont équitables pour tous les demandeurs, quels que soient leurs statuts et leurs origines.

La qualité de l'information : Elle renvoie au fait que l'information reçue ou communiquée est fiable parce qu'elle émane de la bonne source et décrit de par sa complétude, la réalité dont elle est supposée rendre compte, et que par conséquent elle peut effectivement être utilisée par le demandeur pour atteindre les objectifs pour lesquels il demande à y accéder.

L'optimisation du droit d'accès à l'information. Elle repose sur la mise en place de mécanismes de gestion de plaintes et recours : Il s'agit ici de

garantir que l'accès à l'information est encadré de sorte à produire le maximum des effets qu'il est supposé garantir, en offrant aux prétendants à l'information les garanties de son uti-

lisation dans les conditions prévues par la loi et les conventions éventuellement convenues entre les parties prenantes au processus concerné.

IV CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le Cameroun est à la recherche des options pour garantir la bonne gouvernance de la REDD+. La recherche de la mise en place des conditions pour garantir aux parties prenantes leur participation et la transparence du processus fait partie de cette dynamique.

La phase de préparation au Cameroun, essentiellement marquée par l'apprentissage de la formulation du processus et du mécanisme, est caractérisée par la faiblesse de la mise en œuvre de certaines dimensions de la stratégie nationale de communication pendant les deux années qui ont suivi sa validation en Juin 2016. C'est le cas notamment de l'orientation Web de la stratégie de communication, mis en avant comme essentiel. En effet, au terme de la phase de préparation, les documents et informations générées durant cette phase ne font toujours pas l'objet de publication et le site internet du Secrétariat technique REDD+ n'est pas opérationnel. Ainsi, la visibilité et la traçabilité des actions de la phase de préparation de la REDD+ au Cameroun restent très faibles.

En revanche, la démarche de recherche d'options de transparence pour la phase de mise en œuvre et de performances dans la REDD+ a connu un mouvement significatif

traduit dans le texte de la Stratégie nationale REDD+. En effet, l'option de départ reposait sur l'idée de la communication sur la REDD+. Cette dernière suppose un mouvement libre et volontaire de diffusion de l'information par un canal donné, le plus souvent à l'initiative du détenteur de ladite information. Désormais, la Stratégie nationale intègre, en plus de cette première option, l'idée de l'accès à l'information comme un droit pour les parties prenantes, avec les garanties de l'exercice de ce droit dans le cadre de la mise en œuvre de la REDD+ au Cameroun. Toutefois, la stratégie ne fixant que le cadre de l'exercice de ce droit, il est urgent qu'un ensemble d'actions soient entreprises pour s'assurer de la transparence de la REDD+, laquelle lui garantira son succès au Cameroun.

Eu égard à ce qui précède, un ensemble de recommandations peuvent être formulées.

Le besoin de viabiliser le site internet du secrétariat technique REDD+

Le site internet du secrétariat technique REDD+ à l'instar de celui de l'APV-FLEGT, s'il est régulièrement entretenu, est une plateforme stable et permanente à partir de laquelle les parties prenantes de la REDD+ peuvent accéder à un ensemble

d'informations relatives à la REDD+. Il a l'avantage de limiter la logistique pour accéder aux informations. Il n'élué pas l'importance du système d'informations sur les sauvegardes dans la REDD+.

Le besoin de publication des documents et informations générées dans la phase de préparation à la REDD+ au Cameroun

La REDD+ étant un processus essentiellement nouveau, la phase de préparation a été l'occasion de nombreuses études qui ont généré un corps de connaissances important pour plusieurs catégories d'acteurs, aussi bien sur le secteur forestier, que ses rapports aux autres secteurs de développement et les opportunités de mitigation des risques liées à la faiblesse de la coordination des processus et des actions. Ces informations produites doivent être mises à la disposition des acteurs de façon permanente et libre de sorte à ce qu'elles puissent efficacement contribuer à la participation et la prise de décision. L'annexe 2 à la présente étude propose une esquisse de liste de documents qui devraient être rendus publiques sur la phase de préparation de la REDD+ au Cameroun, sous réserve de la formulation d'une liste plus complète et plus consensuelle. Aucune de ces informations n'est spécifiquement rendue disponible dans la perspective de la transparence de la REDD+.

Le besoin d'une liste des informations de la phase de préparation de la REDD+ à rendre publiques

En raison de la diversité des documents et informations produites à l'occasion du processus REDD+, il est utile que les parties conviennent d'une liste des documents et informations de cette phase terminée, qui doivent être rendus publiques, ainsi que des procédures pour y parvenir. En effet, à défaut d'une telle liste, les informations

générées dans cette phase du processus courent le risque de ne plus être que difficilement accessibles une fois le mandat du programme d'appui au secrétariat technique REDD+ terminé.

Le besoin de capitaliser sur les réseaux et canaux de publication existants

Le souci d'efficacité et d'efficience commande de capitaliser, autant que cela est possible, sur l'existant. De nombreuses informations officielles sur la REDD+ au Cameroun sont systématiquement publiées sur les sites internet du FCPF et quelques fois sur celles de la CCNUCC et de certaines conventions. Il est utile que les liens d'accès à ces sites soient placés sur les sites internet du MINEPDED, du MINFOF, et du Secrétariat technique REDD+ pour rediriger les visiteurs dans le besoin d'informations.

Le besoin de la formalisation du droit d'accès à l'information inscrit dans la stratégie nationale REDD+

Le droit d'accès à l'information est désormais acquis pour les parties prenantes de la REDD+ au Cameroun. Des principes, critères et indicateurs pour leur suivi ont été élaborés. Les éléments de qualité demeurent attendus pour l'évaluation, en l'absence d'un cadre réglementaire destiné à encadrer la mise en œuvre de cette option. En effet, au-delà de l'orientation posée par la Stratégie nationale REDD+, le cadre réglementaire doit être mis en place. Les parties prenantes doivent envisager de façon participative les options appropriées à cet effet.

Le besoin de la formulation des principes, critères et indicateurs de gouvernance de la REDD+

La formulation de principes, critères et indicateurs de la gouvernance dans la REDD+ peut être posée comme une nécessité au moment où le pays s'engage

dans les phases d'investissement et de paiement basés sur les résultats. En effet, le suivi de la participation et de la gouvernance

se posent comme des conditions pour garantir les standards de la REDD+ dans le pays.

V. ANNEXES

ANNEXE 1 : Liste non exhaustive des études menées pendant la phase de préparation à la REDD+

	Existence	Libre accessibilité
Etude approfondie sur les facteurs de la déforestation et dégradation sur l'ensemble du territoire national, validée en août 2017	OUI	NON
Etude diagnostique du cadre institutionnel actuel a permis sur la base des concertations de proposer un cadre qui a l'ambition d'encadrer la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+	OUI	NON
Création d'organes décentralisés de gestion de la REDD+ (Comités Régionaux et Unités Opérationnelle Locales); NB : les textes organiques de création sont en cours d'élaboration	OUI	NON
Etude sur les propositions des options stratégiques en lien avec les facteurs de déforestation et dégradation sur le territoire national, validée en août 2017	OUI	NON
Etude sur le mécanisme de partage des bénéfices, gestion et recours des plaintes et des conflits, cadre institutionnel et outils de gestion des fonds REDD+, validée en décembre 2017	OUI	NON
Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique des options stratégiques, validée en décembre 2017	OUI	NON
Rapport sur l'élaboration des cadres de gestion (CGES, CF, CPPA, CPR)	OUI	NON
Identification des politiques REDD+ efficaces et socialement justes en valeur les écosystèmes, validée en mai 2016 (COMIFAC financé par l'initiative internationale sur le climat de l'Allemagne)	OUI	NON

Concept national pour l'élaboration du niveau de référence, validé en août 2017)	OUI	NON
Une définition de la forêt à utiliser pour le processus REDD+ au Cameroun est proposée	OUI	NON
Plan d'action pour le système national de surveillance du carbone forestier validée en 2014)	OUI	NON
Production des cartes forestières de 2000- 2015	OUI	NON
Analyse des données de l'inventaire forestier national (2005) pour l'évaluation des stocks de carbone et une proposition d'un concept pour un nouvel inventaire forestier national prenant en considération la REDD+, en mars 2018	OUI	NON
Identification des politiques REDD+ efficaces et socialement justes en valeur les écosystèmes, validée en mai 2016 (COMIFAC financé par l'initiative internationale sur le climat de l'Allemagne).	OUI	NON
Etude pour l'identification des bénéfices non-carbone, validée en juin 2017.	OUI	NON
Film documentaire sur la REDD+ (FODER/UE)	OUI	NON
Guide d'accès à l'information sur la REDD+ (FODER/MINEPDED/UE)	OUI	NON
Stratégie d'intégration des femmes dans le REDD+ (UICN)	OUI	NON
Stratégie d'intégration des peuples autochtones dans le REDD+(UICN)	OUI	NON
Guide relatif au consentement libre, informé et préalable (CLIP) (CED, WWF, GIZ)	OUI	NON
Elaboration et mise en œuvre des projets pilotes REDD+ (PNDP)	OUI	NON
Stratégie d'implication et d'engagement du secteur privé dans le processus REDD+ (Telcar cocoa, CRELICAM etc.)	OUI	NON
Draft1 de la stratégie nationale, élaboré en mars 2016	OUI	NON
Draft 2 de la SN, décembre 2017	OUI	NON
Version finale stratégie nationale REDD+ validée en Juin 2018	OUI	NON

ANNEXE 2 : Liste potentielle des informations (Catégories et sous-catégories) sur la phase de préparation à la REDD+ à rendre publique

Les informations sur les financements

- a. Financements Publics
- b. Financements Privés
- c. Des partenaires techniques et financiers
- d. Readiness Preparation grants
- e. R-PP formulation Grants

1. Les informations sur les contrats dans le cadre de la REDD+

- a. Les conventions avec les partenaires techniques et financiers de la REDD+
- b. Liste des consultants du processus
- c. Liste des marchés attribués, exécutés, en cours d'exécution, et d'exécution suspendue

2. Les informations légales

- Les réformes sectorielles en lien à la mise en œuvre de la REDD+

Les textes spécifiquement pris pour la REDD+

3. Les informations sur le cadre institutionnel de la REDD+

- a. Le montage institutionnel
- b. Les parties prenantes
- c. Les procédures

4. Les rapports

- a. Rapports d'études stratégiques de la REDD+
- b. Rapports d'études sectorielles
- c. Rapports d'études des partenaires

techniques

- d. Rapports de consultations des parties prenantes

5. Les documents sur le processus national

a. Stratégie nationale

- i. Drafts
- ii. Version finale
- iii. Commentaires du TAP
- iv. Réponses du Cameroun au TAP

b. Plans de consultations

- c. Stratégie et plan de communication
- d. Rapports Banque Mondiale/FCPF sur l'évolution du processus

e. Lettres d'intention

f. R-PIN

- i. Draft
- ii. Version finale
- iii. Commentaires du TAP
- iv. Réponses du Cameroun au TAP

g. R-PP

- i. Draft
- ii. Version Finale
- iii. Commentaires du TAP
- iv. Réponses du Cameroun au TAP

h. ER-PIN

- i. Draft
- ii. Version finale
- iii. Commentaires du TAP
- iv. Réponses du Cameroun au TAP



Tél. : 00 237 222 005 248

P. B. : 11417 Yaoundé, Cameroon

E-mail: forest4dev@gmail.com

www.forest4dev.org

www.oie-cameroun.org

